



## COLOMBIE

### APPEL

#### **Sauver la vie et obtenir la liberté d'Ingrid Betancourt et des autres otages est un impératif humain et politique pour avancer vers un accord humanitaire et vers la paix en Colombie**

Aux vues des dernières nouvelles sur l'état de santé fragile d'Ingrid Betancourt et d'autres otages retenus par les FARC, ainsi que des réactions des gouvernements colombien et français, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et la Fédération internationale des comités "Ingrid Betancourt" (FICIB) :

1. Exigent des FARC la libération immédiate et inconditionnelle d'Ingrid Betancourt et de tous les autres otages ainsi qu'un traitement conforme au droit international humanitaire pour les policiers et militaires prisonniers ;
2. Expriment leur soutien à l'ex sénateur Luis Eladio Pérez pour son initiative auprès de la communauté internationale et du gouvernement colombien visant à parvenir à un dénouement politique et négocié de ce drame humanitaire ;
3. Expriment leur soutien au gouvernement français pour ses efforts visant à l'obtention d'un accord humanitaire entre le gouvernement colombien et les FARC, ainsi que pour sa disponibilité pour accueillir les membres de la guérilla qui seraient libérés, et autres mesures prises afin de contribuer à un dénouement politique et négocié du conflit en Colombie ;
4. Expriment leur soutien au gouvernement du Venezuela, de l'Argentine et des autres pays qui ont réitéré leur disponibilité pour contribuer à solutionner cette crise ;
5. Expriment leur soutien au gouvernement colombien dans son premier pas vers un accord humanitaire par l'adoption du Décret 880 du 27 mars 2008.
6. Rappelent cependant au Président Alvaro Uribe Vélez que l'ordre de continuer et d'intensifier les opérations militaires, réitéré le 29 mars à San Vicente del Caguán, est, non seulement en contradiction avec l'annonce de la volonté du gouvernement colombien de trouver une sortie politique négociée à cette crise, mais engagerait de surcroît la responsabilité du Président dans le cas où Ingrid Betancourt et les autres otages périraient.
7. Annoncent le lancement d'une campagne internationale afin d'exiger au gouvernement colombien l'arrêt immédiat des opérations militaires tout en signalant la responsabilité directe et certaine des FARC concernant le sort réservé à Ingrid Betancourt et aux autres otages, mais également celle du Président Alvaro Uribe Vélez lui-même. Le président doit être cohérent dans ses positions: la mise en place des conditions permettant un accord humanitaire doit impérativement s'ajouter à l'annonce faite de la libération des membres de la guérilla afin d'ouvrir le chemin de la paix en Colombie. En attendant, le gouvernement colombien doit s'accorder avec les FARC afin de mettre en place un couloir humanitaire qui permette à la Croix Rouge Internationale d'apporter les premiers soins nécessaires aux personnes malades.